

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.A.S PURFER

60 Quai de Loire
58600 Fourchambault

Références : 250242
Code AIOT : 0025100060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement S.A.S PURFER, implanté 60 Quai de Loire - 58600 Fourchambault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été menée à la suite d'un signalement de la gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques auprès du Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) de Metz, concernant un transfert illégal de déchets à destination de l'Espagne. Selon les constats établis par la gendarmerie le 8 mars 2025, un transfert de 22,86 tonnes de moteurs usagés, considérés comme des déchets dangereux en raison de leur absence de dépollution, a été réalisé sans procédure de notification et de consentement préalables des autorités compétentes d'expédition et de destination, en violation du règlement (CE) n°1013/2006 du 14 juin 2006 (relatif aux transferts transfrontaliers de déchets). La société PURFER, implantée sur la commune de Fourchambault, a été identifiée comme productrice de ces déchets.

Une inspection inopinée a donc été menée sur le site et avait pour objet de vérifier, par sondage, les modalités de gestion des déchets au regard de la réglementation ICPE et des arrêtés préfectoraux d'autorisation en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S PURFER
- 60 Quai de Loire - 58600 Fourchambault
- Code AIOT : 0025100060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite à un changement d'exploitant, la société REVIVAL a été reprise en octobre 2024 par la SAS PURFER (groupe DERICHEBOURG). L'entreprise est spécialisée dans la collecte, le tri et le traitement de déchets ; les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral n° 92-481 du 18 février 1992, complété par l'arrêté n° 58-2017-09-01-001 du 1^{er} septembre 2017.

L'installation est autorisée à collecter principalement des déchets :

- dangereux et non dangereux,
- d'équipements électriques et électroniques,
- de métaux / alliages de métaux,
- de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois.

L'installation n'est plus autorisée à exercer, depuis le 1^{er} septembre 2017, les activités relevant de la rubrique 2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage). Elle n'est donc plus autorisée à collecter des moteurs non vidangés (de leur huile, gazole et liquide de refroidissement).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépôt de ferrailles	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.1	Publication site internet de la préfecture, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Procédure d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
3	Pollution de l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
4	Prévention	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie	18/02/1992, article B1.3	prescription	
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.3 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Conditions et normes de rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a mis en évidence que la gestion des déchets au sein de l'établissement n'est pas correctement assurée. Il est attendu de l'exploitant qu'il mette en œuvre les actions correctives détaillées dans les constats ci-après.

Au regard des non-conformités majeures constatées, l'inspection propose à la préfète de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépôt de ferrailles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emplacement
Prescription contrôlée : 1) Une ou plusieurs aires spéciales nettement délimitées sont réservées pour la préparation des moteurs, boîtes, ponts, batteries des véhicules automobiles ainsi que pour la préparation des copeaux, tournures, pièces, matériels etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers etc. 2) Une aire est également réservée pour l'écrasement et le chargement des véhicules qui doivent être évacués complets vers les centres destructeurs.

[...]

4) Le sol des emplacements spéciaux prévus aux 1 et 2 et 3 ci-dessus est bétonnée, imperméable et en forme de cuvette de rétention.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que les déchets (notamment ferrailles, copeaux métalliques, moteurs, déchets d'équipements électriques et électroniques, DIB, etc.) sont principalement stockés dans des alvéoles en extérieur. Il est constaté la présence de déchets de plastiques et de câbles, notamment, dans les bennes contenant des déchets de métaux. Certaines de ces bennes, entreposées sur les voiries, présentent un état très dégradé (perforations, corrosions). À l'arrière du hangar, des bennes également dégradées et non couvertes contenant des copeaux de fer sont directement entreposées sur le sol, ce qui présente un risque de pollution des sols en raison d'un possible écoulement de substances polluantes.

L'étanchéité des voiries sur une grande partie du site (alvéoles, voies de circulation et zone de tri des moteurs) n'est pas assurée en raison de la forte dégradation de l'enrobé (présence de trous et de crevasses). Les eaux météoriques par passage sur les déchets s'infiltrant dans le sol sans traitement adéquat. Il est rappelé que cette non-conformité avait déjà été relevée lors d'une précédente inspection en date du 11 juin 2024, donnant lieu à une mise en demeure par arrêté préfectoral n° 58-2024-09-16-00001 en date du 16 septembre 2024. L'exploitant a présenté à l'Inspection un devis relatif aux travaux de réfection des voiries, daté du 25 février 2025. Une nouvelle visite de contrôle sera programmée au cours du second semestre 2025 afin de vérifier la bonne réalisation des travaux annoncés.

Aucune activité de dépollution, de démontage ou de découpe de véhicules hors d'usage (VHU) n'a été observée sur le site au moment de l'inspection. L'exploitant a indiqué que seuls des moteurs préalablement dépollués par une entreprise agréée et destinés à la destruction sont réceptionnés sur l'installation. Cependant, des traces significatives d'huiles et d'hydrocarbures ont été relevées principalement au niveau de la zone de tri des moteurs. Par ailleurs, plusieurs flaques d'eau présentant des irisations ont pu être observées sur le sol. Ces constats ont été renforcés par la détection d'odeurs typiques d'hydrocarbures dans cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- procéder au tri des déchets actuellement stockés en vrac dans les bennes destinées aux métaux, conformément l'article 13.V de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 qui dispose que « *Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination)* » ;
- procéder au vidage complet des déchets encore présents dans les bennes entreposées directement sur le sol à l'arrière du hangar. À défaut, ces bennes devront être déplacées sur les surfaces bétonnées afin de limiter les risques de pollution des sols ;
- procéder à l'évacuation des bennes fortement détériorées afin de prévenir tout risque de fuite de déchets et de pollution des sols ;
- transmettre à l'administration un planning précis de réalisation des travaux de réfection des voiries ;
- mettre en œuvre la procédure d'admissibilité des déchets indiquées au point n°2 du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Publication site internet de la préfecture, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Procédure d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; <p>[...]</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné dans le constat précédent, l'exploitant déclare réceptionner, exclusivement sur son installation, des moteurs usagés et destinés à la destruction, ayant été préalablement dépollués par une entreprise agréée.</p> <p>Cependant, le constat de plusieurs traces d'hydrocarbures et d'huiles au sol, notamment au niveau de la zone de tri des moteurs, laisse présumer que certains de ces moteurs ne sont pas totalement vidangés au moment de leur réception. Ces éléments sont corroborés par les observations de la gendarmerie effectuées le 08/03/2025, lesquelles font état du transit de moteurs usagés non dépollués en provenance du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué en outre ne pas procéder à un contrôle visuel systématique des moteurs lors de leur admission sur le site ou au moment de leur déchargement, ce qui ne permet pas de garantir la conformité des déchets annoncés comme non dangereux.</p> <p>Les dispositions de la présente prescription ne sont pas respectées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est rappelé à l'exploitant que tout déchet admis sur son site doit faire l'objet d'un contrôle visuel systématique, soit lors de son admission, soit au moment du déchargement. En particulier, tout moteur présentant des signes de vidange partielle doit être refusé à l'entrée de l'installation.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre tout élément justificatif attestant de la mise en place d'une procédure de contrôle à réception des moteurs, ainsi que les mesures prévues en cas de non-conformité (tels que registre des refus, procédure de renvoi des déchets non conformes, etc.).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 3 : Pollution de l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>4) Pollution de l'atmosphère</p> <p>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières et des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.</p> <p><u>TOUT BRÛLAGE A L'AIR LIBRE EST INTERDIT</u></p> <p>Tout brûlage ainsi que tout traitement par fusion sont effectués dans des fours adaptés et <u>équipés d'épurateurs</u> de gaz de combustion. L'utilisation de telles installations doit faire l'objet d'une demande <u>préalable</u>.</p> <p><u>LE BRÛLAGE DES HUILES EST INTERDIT</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'arrivée de l'Inspection sur le site, il est immédiatement constaté la présence d'une fumée épaisse accompagnée d'une forte odeur.</p> <p>En s'approchant de la zone "tri des moteurs/découpage au chalumeau", située en plein air, il est observé la présence d'un chariot élévateur destiné à la destruction, en cours de combustion. La mise à feu, manifestement volontaire, semble avoir été réalisée dans l'objectif d'extraire les métaux contenus dans le véhicule. Il est également observé à proximité une benne remplie de déchets brûlés.</p> <p>Il est par ailleurs constaté une zone de brûlage, à même le sol et à l'air libre, sur la partie ouest du site (à l'arrière du hangar).</p> <p>Ces faits constituent un manquement à la présente prescription et sont fortement susceptibles d'engendrer d'importants impacts environnementaux et de nuisances pour le voisinage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se conformer à la présente prescription. Il est notamment impératif de sensibili-</p>

<p>ser le personnel à ces interdictions. Il serait en outre pertinent de mettre en place un affichage relatif à l'interdiction de brûlage à l'air libre et des huiles, tant au niveau de la zone concernée qu'en d'autres emplacements appropriés du site.</p> <p>Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que l'installation n'est plus autorisée à réceptionner sur son site des véhicules ou différents moyens de transports hors d'usage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 jour

N° 4 : Prévention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les opérations de découpage au chalumeau ne peuvent être effectuées à moins de huit mètres des aires prévues au paragraphe 3 de l'article B1.1, des dépôts de stériles, pneumatiques et caoutchoucs et en général de tous produits inflammables ou matières combustibles. Il est également interdit de fumer à proximité et sur les zones ainsi désignées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été observé que des opérations de découpe au chalumeau sont effectuées sur l'aire dédiée à la zone de tri des moteurs, certains d'entre eux contenant encore des fluides. Par ailleurs, il a été constaté que l'espace fumeur est implanté à proximité immédiate du lieu de stockage des bouteilles de propane, gaz hautement inflammable, en dépit de la présence d'une signalétique explicite indiquant une interdiction de fumer à cet emplacement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, dès leur réception, que les moteurs sont vidangés de l'ensemble de leurs fluides (huiles, carburants, liquides de refroidissement, etc.) avant toute opération de découpe, de manière à prévenir tout risque d'incendie.</p> <p>L'espace fumeur doit impérativement être situé en dehors de toute zone où sont entreposés des produits inflammables ou des matières combustibles, conformément à la présente prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée : [...] III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]
Constats : Un distributeur fixe de GNR est implanté à l'intérieur du hangar pour l'alimentation en carburant des engins de chantier. À la demande de l'Inspection, l'exploitant précise que le ravitaillement en carburant s'effectue en dehors du hangar : les engins se positionnent face à une découpe faite dans la paroi métallique du hangar, permettant au pistolet de distribution de passer et d'atteindre directement les réservoirs des engins sans que ces derniers n'aient à pénétrer dans le bâtiment. Il est constaté que la zone extérieure sur laquelle les engins se placent pour le ravitaillement en GNR n'est ni bétonnée ni étanche, ce qui entraîne un écoulement direct des éventuelles égoutures de carburant sur le sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser les opérations de ravitaillement des engins sur une aire étanche et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement (de type décanteur-déshuileur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte des effluents
Prescription contrôlée : [...] Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le plan des réseaux de collecte des effluents du site. Un plan de masse daté du 01/08/2024 a toutefois été présenté. Celui-ci n'est ni à jour et ni légendé : notamment, les trois séparateurs d'hydrocarbures observés lors de la visite sur la partie ouest du site n'y figurent pas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection un plan actualisé et correctement légendé des réseaux de collecte des effluents, conforme à la présente prescription. En outre, le plan devra faire apparaître le point de rejet dans l'environnement de ces eaux après traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Conditions et normes de rejet des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/1992, article B1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après traitement de dépollution, les eaux sortant de l'établissement doivent être évacuées par un seul émissaire.</p> <p>Celles-ci ne doivent pas comporter avant rejet dans le collecteur pluvial communal plus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 mg / litre de matières en suspension - 5 mg / litre d'hydrocarbures <p>L'ensemble des eaux pluviales drainées sur le chantier doivent être collectées et traitées avant rejet dans l'émissaire précité dans des débourbeurs-déshuileurs à obturation automatique de dimensionnement suffisant pour assurer le respect des normes susvisées.</p> <p>Les aires bétonnées pour le dépôt des copeaux et tournures ainsi que les aires goudronnées doivent être directement raccordées par canalisations à ces matériels de traitement.</p> <p>Ceux-ci doivent être entretenus de manière à conserver leur étanchéité et être régulièrement vidangés par une entreprise spécialisée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois débourbeurs-déshuileurs sont installés. Aussi, les eaux pluviales transitent parallèlement dans le bassin d'orage installé à proximité.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyse de mars 2024 des eaux de rejets établi par la société EUROFINS. Les résultats d'analyse pour les MES et les hydrocarbures sont conformes à la présente prescription (MES : 14,7 mg/l, hydrocarbures : < 0,1 mg/l)</p> <p>Les séparateurs d'hydrocarbures ont été dernièrement curés et nettoyés (bordereau de suivi des déchets dangereux du 14/12/2024 présenté à l'Inspection).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il est observé la présence, à l'arrière du hangar, d'un bras d'une ancienne grue hydraulique, contenant encore de l'huile, entreposé à l'air libre et à même le sol (en dehors de toute zone étanche). De plus, il est constaté la présence de déchets à même le sol en divers endroits sur les terrains (résidus de pneus, ferraille rouillés, plastiques, papier, bois, ...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à l'évacuation de ce bras de grue vers une filière de traitement ou d'élimination dûment autorisée, et en fournir la justification à l'Inspection. À défaut d'évacuation, ce bras de grue devra être entreposé dans des conditions de stockage conformes (sur une aire étanche), de manière à prévenir tout risque de pollution des sols. Il lui est rappelé qu'il doit également veiller à ce que son site soit constamment maintenu en bon état de propreté. Tout entreposage de déchets en dehors des zones spécifiquement aménagées à cet effet est interdit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois